



**Allocution de S.E. M. l'Ambassadeur Slimane
Observateur Permanent de l'OCI auprès des Nations Unies à Genève
lors de l'événement intergouvernemental au niveau ministériel des Etats
membres des Nations Unies à l'Occasion du 60^{ème} anniversaire de la
convention de 1951 relative au statut des réfugiés et du cinquantième
anniversaire de la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie**

Palais des Nations, Genève

8-8 décembre 2011 PM

**M. Le Président,
M. Le Haut-commissaire,
Distingués délégués**

La commémoration de l'anniversaire de ces deux importantes conventions internationales augure une nouvelle ère, où les devoirs et les responsabilités en matière de protection des Etats signataires à ses conventions, sont plus que jamais mis en avant.

En effet, les crises multiples qui ont été à l'origine de l'histoire des réfugiés et des apatrides ont connu une tournure dramatique du fait de leur étendue et de leur complexité.

Le monde est plus que jamais confronté à une multitude de crises humanitaires qui ont généré des situations de déplacements de populations sans précédent.

Les causes d'exode ou d'exile ne sont plus aussi claires et prévisibles qu'elles étaient à l'adoption des conventions dont nous réaffirmons ici la pertinence et la nécessité.

Notre monde, soumis à l'épreuve des catastrophes naturelles à répétition et aux effets du changement climatique, nous met devant l'urgence de nous doter d'outils de riposte pour protéger ceux qui se retrouvent en situation de vulnérabilité extrême.

L'esprit et la lettre de ces Conventions sont la somme d'humanité et de solidarité qui anime chacun d'entre nous. Nos gouvernements signataires ont le devoir d'assurer leur application pour apporter protection et assistance aux réfugiés et apatrides qui se trouvent sous leur tutelle et celle du HCR.

La Charte de l'OCI adoptée par le 11^{ème} sommet islamique en 2008 réaffirme le soutien des Etats membres de l'OCI aux droits des peuples tels que stipulés par la Charte des Nations Unies et par le droit international. Par conséquent, le soutien de ses Etats membres signataires ira certainement vers l'application de ces deux conventions qui s'en inspirent et s'en réclament.

M. Le Président,
M. le Haut-Commissaire,

L'OCI est une organisation intergouvernementale qui, au cours de cette dernière décennie, s'est efforcée de promouvoir un plan d'action ambitieux qui apportera une réponse concertée de ses Etats membres aux nombreux défis de ce 21^{ème} siècle.

Dans cet esprit, elle sera au premier plan pour insuffler une nouvelle dynamique de cohésion et coordination des politiques de protection en faveur des réfugiés et réduction des cas d'apatridie dans le monde islamique.

L'engagement de ses Etats membres à mettre en œuvre les conventions qu'ils ont ratifiées, permettra certainement à l'OCI de coordonner efficacement les élans de solidarité et d'hospitalité en faveur des réfugiés et des apatrides en quête de protection internationale.

Cependant, les réalités économiques et les crises financières, énergétiques et alimentaires actuelles réduisent les capacités d'accueil de bon nombre de pays. Les engagements pris, ainsi que les ressources à mobiliser, ne suffisent plus pour assurer une protection décente et sûre aux demandeurs d'asile ou aux personnes déplacées. Il est, dès lors, urgent de resserrer les rangs des partenaires pour espérer alléger le lourd fardeau qui pèse sur le HCR et les pays d'accueil des réfugiés ou de déplacés internes.

L'OCI s'est engagée dans cette voie², pour qu'au-delà de la mobilisation de fonds en faveur des programmes pour les réfugiés et personnes déplacées, il y ait une réelle coopération interétatique et inter agence pour définir des solutions idoines en matière de protection.

Dans cette perspective, l'OCI réaffirme sa volonté à œuvrer de concert avec ses partenaires traditionnels tel que le HCR pour trouver ensemble les réponses viables et pérennes à la situation des réfugiés dans ses pays membres, car elle mesure à sa juste valeur, l'impact que représente le poids des réfugiés et déplacés de ces pays dans l'espace global des besoins de protection.

Permettez-moi, pour terminer, **M. le Président**, de rappeler que l'OCI tient aussi à partager les préoccupations particulières liées au cas des femmes réfugiées et apatrides tant elles constituent, encore de nos jours, une catégorie vulnérable dont les droits et les besoins en matière de protection sont encore loin d'être reconnus et couverts.

Je vous remercie